

La fonte des glaciers

Les glaciers fondant à un rythme record, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) exhorte les pays à signer un nouveau pacte sur la réduction des émissions afin d'enrayer l'épuisement d'une source d'eau vitale pour des centaines de millions de personnes. D'après le Service de surveillance mondial des glaciers (WGMS), les données provenant de quelque 30 glaciers de référence dans neuf chaînes de montagnes montrent que le taux moyen de fonte a plus que doublé entre 2004/05 et 2005/06, situation attribuable au moins en partie au réchauffement dû à la hausse des émissions de polluants.

«Les chiffres les plus récents semblent attester d'une tendance à l'accélération qui pourrait être durable», prévient Wilfried Haerberli, Directeur du WGMS.



Le Groenland est l'un des pays dont les glaciers fondent à un rythme record; ce phénomène est particulièrement spectaculaire en Europe.

Essor des envois de fonds

L'Inde est le principal pays bénéficiaire des envois de fonds de citoyens expatriés. À ce titre, elle a reçu 27 milliards de dollars en 2007. Viennent ensuite la Chine, le Mexique et les Philippines, selon un rapport de la Banque mondiale intitulé *Migration and Remittances Factbook 2008*. «Dans bien des pays en développement, les envois de fonds constituent un moyen de subsistance pour les démunis», affirme Dilip Ratha, économiste principal et coauteur du rapport.

Bien que les flux migratoires Sud-Sud et Sud-Nord soient quasi identiques, les pays riches demeurent la principale source des envois de fonds, les États-Unis en tête. Ce pays était aussi la principale destination des émigrés en 2005 (38,4 millions), suivi par la Russie (12,1 millions) et l'Allemagne (10,1 millions). Si les migrations internationales sont pour l'essentiel des mouvements volontaires, il y a eu 13,5 millions de réfugiés et chercheurs d'asile — 7 % des migrants — à l'échelle mondiale, souligne le rapport.

L'essor des envois de fonds retient l'attention des autorités. On estime qu'en 2007, ces flux ont atteint 318 milliards de dollars, dont 240 destinés aux pays en développement. Ces chiffres ne tiennent pas compte des transferts informels, qui gonfleraient nettement le volume des flux.



Des transactions en pesos philippins dans un centre de transfert d'argent à Hong Kong, RAS.

Une meilleure représentation au FMI

Le 28 avril, le Conseil des gouverneurs du FMI, instance majeure de l'institution, a adopté une résolution visant à accroître la part des voix de plus de deux tiers des 185 pays membres. Il s'agit de renforcer la représentation et la participation des pays émergents et en développement et de réaligner leurs quotes-parts sur leur poids réel dans l'économie mondiale. En outre, chacun des deux administrateurs représentant les groupes africains pourra nommer un second administrateur suppléant.

«Grâce à ces changements, la structure des quotes-parts et des voix au FMI sera plus dynamique et axée sur l'avenir», a déclaré le Directeur général, Dominique Strauss-Kahn. La résolution a été appuyée par 95 % des pays membres de l'institution.

La réforme de la représentation des pays fait partie d'un programme de deux ans adopté à l'Assemblée annuelle de 2006 à Singapour, où des augmentations ponctuelles des quotes-parts ont été convenues pour la Chine, la Corée, le Mexique et la Turquie. La quote-part d'un pays au FMI détermine largement son pouvoir de vote au sein de l'institution.

Question de taille

Une nouvelle étude du FMI portant sur le lien entre la taille des pays, la taille du secteur public, la dette et les résultats économiques constate qu'en moyenne les petits pays ont un secteur public plus grand et une dette plus élevée que les grands pays. Les pays ayant un secteur public plus petit et une dette moins élevée ont tendance à afficher une croissance plus rapide et sont moins vulnérables.

À partir d'un ensemble de données budgétaires sur 42 petits pays, l'analyse montre que ces derniers ont en général des dépenses plus élevées, surtout en ce qui concerne les biens et services, les traitements et salaires et les investissements en capital.

Selon cette étude, intitulée «Big Government, High Debt, and Fiscal Adjustment in Small States», la meilleure façon d'assainir le budget est de réduire les dépenses. De plus, l'amélioration de la gouvernance peut aider les petits pays à réduire la dette publique et extérieure et contribuer ainsi au rééquilibrage budgétaire.



Galerie d'art au Massachusetts. Au cours de la dernière décennie, le secteur des services a supplanté l'agriculture comme premier employeur des femmes.

Davantage de femmes travaillent

Les femmes sont plus nombreuses que jamais sur le marché du travail, mais, par rapport aux hommes, il est plus probable qu'elles obtiennent des emplois à faible productivité, mal rémunérés et vulnérables, sans protection sociale ni droits fondamentaux, ni possibilité de s'exprimer, indique un nouveau rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Le secteur agricole, principal employeur des femmes il y a 10 ans, est désormais supplanté par le secteur des services : 36,1 % des femmes employées en 2007 travaillaient dans l'agriculture et 46,3 % dans les services. À titre de comparaison, les parts sectorielles des hommes étaient de 34,0 % et 40,4 %, respectivement.

Selon les *Tendances mondiales de l'emploi des femmes 2008*, le nombre de femmes au travail a grimpé de quelque 200 millions (18,4 %) sur les dix dernières années pour atteindre

1,2 milliard en 2007, contre 1,8 milliard d'hommes. Mais le nombre de femmes sans emploi s'est également accru, passant de 70,2 à 81,6 millions sur la même période. Au niveau mondial, le taux de chômage des femmes se situe à 6,4 %, contre 5,7 % chez les hommes.

Le rapport montre aussi que la part des femmes dans l'emploi vulnérable — travaillant à leur propre compte ou comme travailleuses familiales non rémunérées plutôt que titulaires d'un emploi salarié et rémunéré — a baissé de 56,1 à 51,7 % depuis 1997. Cependant, la part de l'emploi vulnérable reste plus élevée pour les femmes que pour les hommes, en particulier dans les régions les plus déshéritées du monde.

Événements prévus en 2008

3–4 juin, Paris, France

Changement climatique, prospérité et stabilité/OCDE

9–11 juin, Le Cap, Afrique du Sud

Conférence ABCDE : Population, politique et mondialisation

26–27 juin, Bâle, Suisse

Septième Conférence annuelle de la BRI : Enjeux de la politique monétaire

7–9 juillet, Hokkaido, Japon

Sommet du Groupe des Huit principaux pays industrialisés

3–5 août, Melbourne, Australie

Réunion ministérielle de l'APEC sur les réformes structurelles

2–4 septembre, Accra, Ghana

Troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide



FORMULAIRE D'ABONNEMENT

Les lecteurs des pays en développement peuvent obtenir un abonnement gratuit. Les autres doivent payer les frais d'envoi.

- **OUI**, je suis éligible pour un abonnement **GRATUIT** car je réside dans un pays en développement.

Prénom et nom (M./M^{me}/M^{lle}) _____

Titre _____

Nom de l'organisation _____

Adresse _____

Ville _____

État/Département _____

Code postal _____

Pays _____

Numéro de téléphone professionnel _____

Numéro de votre ligne directe (si c'est différent) _____

Adresse électronique _____

Numéro de télécopieur _____

- Si vous ne résidez pas dans un pays en développement, vous devriez payer l'abonnement. Pour des informations plus détaillées et une liste des pays, veuillez consulter le site Internet du FMI (www.imfbookstore/f&d).

MODE DE PAIEMENT

- Paiement inclus. Veuillez émettre chèque à l'ordre de *International Monetary Fund*.
- Veuillez débiter ma carte de crédit : Visa/MasterCard/American Express

Carte # _____ Date d'expiration : _____ / _____
(mois) (année)

Signature : _____ (obligatoire) Date : _____

Renvoyer le formulaire à :
International Monetary Fund
Finance & Development
PO Box 2245
Williston, VT 05495-2245 (U.S.A.)

Ou :
Fax : +1 (202) 623-7201
E-mail : publications@imf.org
Internet : www.imfbookstore/f&d
Téléphone : +1 (202) 623-7430